



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

GROUPE

Paris, le 18 septembre 2025.

Michelin rétablit les faits sur les aides publiques et la réalité de son engagement en France

L'émission Complément d'Enquête intitulée « Multinationales, les (vraies) assistées de la République ? », diffusée le 18 septembre 2025, met en cause le groupe Michelin en l'accusant notamment :

- d'avoir sciemment délocalisé la production de Cholet et Vannes à l'étranger,
- de procéder à des licenciements malgré les excellents résultats du Groupe,
- et enfin d'un manque de transparence concernant les aides publiques perçues en France.

Plus largement, les partis pris du reportage ne reflètent pas la réalité de l'engagement de Michelin en France. Michelin a investi 2,6 milliards d'euros dans le pays sur les dix dernières années, dont 1,5 milliard pour moderniser l'outil industriel.

◆ **Cholet et Vannes : aucune stratégie de délocalisation**

L'affirmation selon laquelle Michelin aurait délibérément délocalisé sa production de Cholet et Vannes vers la Pologne ou l'Italie est fautive.

Les décisions de projet de fermeture des sites de Cholet et Vannes en 2024 répondent bien à un motif économique^{*1}. Elles étaient devenues inéluctables, en raison de deux facteurs structurels :

- Une chute très importante et continue des marchés du poids lourd et de la camionnette, notamment due à la forte concurrence asiatique.
- Une baisse très significative de la compétitivité industrielle depuis plusieurs années de l'Europe et particulièrement de la France.

L'engagement des équipes et les efforts du Groupe n'ont pas suffi à préserver la viabilité de ces deux sites. Cette décision n'est intervenue qu'en tout dernier recours, une fois que toutes les solutions et scénarios alternatifs ont été analysés et évalués. Depuis l'annonce, Michelin accompagne individuellement les 1254 salariés concernés par le plan social afin de leur proposer une solution pérenne et

¹ Le 12 septembre dernier, le tribunal administratif de Clermont-Ferrand a rejeté une requête qui conteste la validation par la DREETS (Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités) de l'accord collectif lié au PSE mis en place après l'annonce des projets de fermeture des sites de Vannes et Cholet.



GROUPE

personnalisées. Le Groupe s'est aussi engagé à recréer sur ces territoires au moins autant d'emplois stables que ceux supprimés.

Il n'y a eu aucune création de nouveaux sites de production à l'étranger pour remplacer ces usines. Seule la production résiduelle et de faible volume de ces sites a été répartie sur trois usines existantes : en France à Golbey, en Italie à Cuneo et en Pologne à Olsztyn.

Après les fermetures de Vannes et Cholet, le Groupe rappelle que la France restera toujours le pays qui compte le plus d'usines Michelin en activité en Europe.

👉 Conclusion : Parler de délocalisation est une simplification totalement abusive. Michelin adapte ses capacités industrielles à la réalité des marchés.

◆ **La réalité du bénéfice net mondial de Michelin est qu'il absorbe le déficit des activités industrielles françaises**

Oui, Michelin a réalisé 1,9 milliard d'euros de bénéfices net en 2024. Ce chiffre ne reflète toutefois pas la performance de Michelin en France mais celle de l'ensemble des activités mondiales du Groupe, dans plus de 170 pays.

En France, les activités industrielles du Groupe sont déficitaires, comme l'a clairement expliqué Pierre-Louis Dubourdeau, directeur industriel de Michelin, lors de son interview pour l'émission.

Il est donc injuste et inexact de relier directement les bénéfices globaux à la situation industrielle française, qui reste fortement sous pression.

Le même raisonnement est transposable pour les dividendes que le Groupe verse à ses actionnaires. En 2024, le Groupe a distribué 964 millions d'euros de dividendes et non 1,4 milliard comme mentionné dans le reportage. Les dividendes sont assis sur la performance mondiale de Michelin et pas seulement sur celle qui est réalisée en France. Cette rétribution ne représente qu'une minorité (11%) de la valeur ajoutée dégagée par le Groupe chaque année, après celle distribuée aux salariés (64%) et après les investissements (16%).

👉 Conclusion : Les bénéfices mondiaux du Groupe et les dividendes versés ne sauraient valablement être mis sur le même plan que les réalités industrielles locales, notamment les difficultés industrielles de Michelin en France et ses problèmes structurels de compétitivité.



GROUPE

◆ **Clarification sur les aides publiques**

La liste des aides publiques et assimilées perçues par le groupe Michelin en France est transparente. Elle a été communiquée cette année à la Commission d'enquête sénatoriale sur les aides publiques diligentées par les sénateurs Gay et Rietmann.

Michelin respecte scrupuleusement toutes les obligations légales imposées au titre des aides publiques et soutiens assimilés et met à la disposition des autorités concernées l'ensemble des documentations y afférentes.

Le reportage mentionne notamment le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) qui a été en vigueur en France de 2013 à 2021.

Michelin a effectivement bénéficié de ce dispositif de crédit d'impôts comme de très nombreuses entreprises. Il a permis de maintenir autant que possible le niveau de compétitivité des usines, notamment face à la très forte pression concurrentielle asiatique. Cette aide n'a cependant pas résolu les problèmes structurels de compétitivité qui a continué de se dégrader. Elle n'a pas non plus permis de lutter contre la baisse inexorable de certains segments d'activités pneumatiques.

Cette aide n'était assortie d'aucune conditionnalité ni d'aucun fléchage dans les utilisations qui pouvaient en être faites. Dans un esprit de transparence, Michelin avait pourtant souhaité tracer les investissements réalisés au titre de ce dispositif.

C'était le cas à propos des machines de La Roche-sur-Yon. A partir de 2015, soit quatre ans avant l'annonce du projet de fermeture du site en 2019, 4,3 millions d'euros de crédits d'impôts ont été alloués spécifiquement au site afin de le moderniser.

Ce montant, fléché volontairement comme issu du CICE, a permis la rénovation d'ateliers et contribué à l'achat de huit nouvelles machines.

A partir de 2018, faute d'une activité suffisante sur le site, et un peu plus d'un an avant l'annonce du projet de fermeture, le groupe Michelin a choisi de réaffecter deux de ces équipements sur un site espagnol. Les machines restantes n'ont quitté le site vers l'étranger qu'après sa fermeture.

Sur ce dossier, bien que le cadre légal du CICE n'impose aucun remboursement ni fléchage contraignant, Michelin s'est d'ores et déjà rapproché des services de l'Etat pour préciser les modalités de remboursement volontaire du gain équivalent au crédit d'impôts.



GROUPE

En 2023, la principale aide publique reçue par Michelin est le Crédit Impôt Recherche (CIR), soit 40,4 millions d'euros. Ce chiffre est à mettre en regard des 400 millions d'euros investis chaque année en R&D par Michelin en France.

Le CIR est un dispositif destiné à renforcer la compétitivité de la recherche en France. Depuis 5 ans, près de 300 chercheurs ont été rapatriés en France depuis le Japon et les Etats-Unis, renforçant l'ancrage de la recherche mondiale du Groupe dans l'Hexagone.

Michelin a également bénéficié d'exonérations de cotisations sociales à hauteur de 32,4 millions d'euros, dans le cadre de dispositifs accessibles à toutes les entreprises.

Enfin, et comme cela a été partagé devant la représentation nationale, Michelin bénéficie du soutien de l'État à travers divers dispositifs visant à développer notamment les investissements industriels dans la transition écologique ou encore les actions de mécénat d'entreprise.

Ces montants doivent être mis en perspective avec la contribution fiscale totale du Groupe en France, qui s'élève à plus de 220 millions d'euros en 2023 et les 1,5 milliard d'euros de masse salariale de Michelin dans l'hexagone.

👉 Conclusion : envisager les aides publiques sans mettre en perspective l'ensemble des contributions engagées par Michelin en France est une vision partielle et donc biaisée de la réalité.

À propos de Michelin

Michelin construit un manufacturier leader mondial des composites et expériences qui transforment notre quotidien. Pionnier de la science des matériaux depuis plus de 130 ans, Michelin s'appuie sur une expertise unique pour contribuer significativement au progrès humain et à un monde plus durable. Grâce à sa maîtrise inégalée des composites polymères, Michelin innove constamment pour fabriquer des pneus de haute qualité et des composants critiques pour des secteurs aussi exigeants que la mobilité, la construction, l'aéronautique, les énergies bas carbone ou la santé. Le soin apporté à ses produits et sa connaissance intime des usages lui permettent de faire vivre à ses clients des expériences exceptionnelles, qu'il s'agisse de solutions basées sur les data et l'intelligence artificielle pour les flottes professionnelles, ou de la découverte des restaurants et hôtels remarquables que le Guide MICHELIN recommande. Basé à Clermont-Ferrand, en France, Michelin est présent dans 175 pays et emploie 129 800 personnes.

RELATIONS PRESSE DU GROUPE MICHELIN

+33 (0) 1 45 66 22 22

7 jours / 7

112, Avenue Kléber, 75016 Paris

www.michelin.com

Suivez toutes nos actualités sur X

@Michelin

<https://x.com/Michelin>



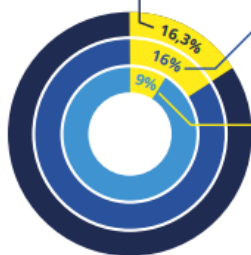
GROUPE



MICHELIN EN FRANCE

**PART DE LA FRANCE
PARMI LES 175 PAYS DU GROUPE**

Contribution fiscale
222 M €



Une contribution sociale forte
au regard des ventes

Effectif
19 000

Recrutement
1 200
CDI+CDD par an

Chiffre d'Affaires
2,5 Mds €



DES INVESTISSEMENTS
MASSIFS EN FRANCE
2,6 Mds € en 10 ans



SUR 30 SITES INDUSTRIELS
SITUÉS EN EUROPE,
15 LE SONT EN FRANCE



Sites en cours de fermeture pour raisons structurelles :
- avec accompagnement individuel des salariés
- conventions de revitalisation des territoires de Vannes et Cholet



**CENTRE DE RECHERCHE
MONDIAL DE LADOUX**

2700
chercheuses
et chercheurs

+ 20%
en cinq ans

45%
des effectifs
mondiaux

400 M €
investis par an

258 brevets
déposés en 2024

L'innovation, clé de voûte de la stratégie du Groupe

